

La culture peut être un élément du développement durable d'un territoire lorsqu'elle tient compte de l'environnement, du social et de l'économique. Mais il ne faut pas en attendre de miracle.

Quand les territoires investissent la culture



Q quatre villes françaises sont encore en lice pour devenir capitale européenne de la culture en 2013 : Bordeaux, Lyon, Marseille et Toulouse. Elles attendent le verdict du jury de sélection début 2009. Le rayonnement espéré est à la mesure de l'investissement consenti. Ainsi Lille, qui a obtenu ce titre en 2004, avait rassemblé pour l'occasion un budget de plus de 70 millions d'euros, dont plus de la moitié pris en charge par les collectivités territoriales : ville, département et région.

Ces grands événements sont emblématiques de la place que les collectivités, à commencer par les grandes villes, jouent désormais dans la politique culturelle. Place qui se lit clairement dans leurs finances : « *La culture représente en moyenne plus de 15 % du budget global des villes de plus de 100 000 habitants* », estime Jean-Pierre Saez, directeur de l'Observatoire des politiques culturelles. *Et pour des villes comme Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Grenoble, Rennes, Lille ou Nantes, la proportion serait plutôt de 17 à 20 %.* »

Une manne touristique mal répartie

Qu'attendent les élus de ces dépenses croissantes en faveur de la culture ? Au-delà du prestige que confère toujours en France le rôle d'ami des arts, les objectifs sont multiples. La culture « *peut être un élément de réparation et de revalorisation symbolique d'un territoire* », note Jean-Pierre Saez. Cette stratégie a été celle de nombreuses

Cité du design à Saint-Etienne. Le design est considéré en Allemagne ou en Italie comme un facteur majeur de compétitivité des économies. Pas en France.



Arnaud Loubry/Architectes Albert Baert 1932/Jean-Paul Philippart 2001

↳ villes touchées par la crise industrielle, depuis Glasgow, capitale européenne de la culture en 1990, jusqu'à Lens, qui doit accueillir une antenne du Louvre en 2010 et se prend à rêver d'un petit effet Bilbao (voir encadré page 57).

L'offre culturelle est aussi un facteur de lien social, de construction d'identités collectives. C'est d'ailleurs à ce titre qu'il a été fait appel aux vertus

sociales de la culture pour cautériser la crise des banlieues dans les quartiers difficiles. Mais surtout « *les collectivités locales ne manquent pas de rappeler l'importance des revenus que l'on peut espérer du patrimoine ou de l'organisation d'événements culturels* », souligne l'économiste Françoise Benhamou. « *Un argument économique fragile* », estime-t-elle.

Les collectivités tiennent les cordons de la bourse

Bien que les collectivités locales soient de très loin les premières sources de financement public de la culture, leurs dépenses culturelles restent difficiles à apprécier.

Les dernières données agrégées datent de 2002. A l'époque, les dépenses culturelles des villes de plus de 10 000 habitants représentaient déjà 4,1 milliards d'euros, celles des départements 1,1 milliard et celles des régions 386 millions – contre 2,6 milliards pour le budget du ministère de la Culture. Depuis, l'écart s'est très vraisemblablement creusé, les collectivités ayant sensiblement accru leur effort. Les départements ont récupéré de nouvelles compétences en 2004, en particulier dans le domaine de l'enseignement artistique. « *Pour certaines ré-*

gions, l'augmentation dépasse 50 % depuis 2002 », estime Jean-Pierre Saez.

Parallèlement, le budget de l'Etat a progressé beaucoup moins vite ; il plafonne toujours un peu en dessous de 1 % du budget total. Il bénéficie en outre au premier chef à la capitale, qui héberge les grands établissements nationaux comme le Louvre, Orsay, Beau-bourg, la BNF, l'Opéra de Paris... et les services centraux du ministère, soit « *probablement près de 50 % du budget de la culture* », estime Jean-Pierre Saez. *Les budgets déconcentrés augmentent moins vite et cette année il y a même un recul des moyens affectés aux Drac*. Au total, « *le ministère de la Culture représente désormais moins de 20 % du financement*

culturel public dans les territoires », conclut le directeur de l'Observatoire des politiques culturelles.

La décentralisation culturelle est donc bien inscrite dans les finances, sinon dans la loi. « *On n'a jamais vraiment déterminé les compétences de chacun, les collectivités se saisissent de ce qu'elles veulent. Tout dépend de la volonté politique des élus* », explique Karine Gloanec-Maurin, vice-présidente de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture. D'où de fortes inégalités territoriales, selon l'intérêt des élus, mais aussi des ressources des collectivités. Ainsi « *les territoires ruraux n'ont guère les moyens d'avoir une politique culturelle* », poursuit-elle. ❧

A Roubaix, les projets comme la transformation de l'ancienne piscine en musée restaurent un patrimoine tombé en désuétude.

Les retombées touristiques sont l'impact économique le plus visible et le plus couramment évoqué de l'investissement culturel. On estime à 6,3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2006 le poids de la consommation touristique et à près de 900 000 les emplois salariés engendrés par la présence de touristes. Difficile de dire quelle y est la part imputable au tourisme culturel. La moitié des touristes étrangers qui visitent la France (79 millions au total en 2006) déclarent que la culture représente une importante motivation de leur voyage. « *A Paris, on estime à 80 000 le nombre d'emplois qui dépendent du seul tourisme muséal* », explique l'économiste Xavier Greffe.

Mais la manne du tourisme culturel est très inégalement répartie. Paris et ses environs concentrent 17 des 20 sites culturels les plus fréquentés, avec près de 40 millions d'entrées comptabilisées en 2006, en progression de 30 % depuis 2003. Seuls le Mont-Saint-Michel, le château de Chambord et le Palais des Papes d'Avignon s'immiscent dans cette liste très restreinte. Et ils n'enregistrent à eux trois qu'une progression de 5 % sur les trois dernières années.

La fièvre festivalière estivale

Faute d'attirer suffisamment de visiteurs vers leur patrimoine, les territoires jouent de plus en plus la carte de l'événementiel. D'où la fièvre festivalière qui s'empare du pays chaque été. « *On dénombre ainsi 400 festivals par an pour la seule région Rhône-Alpes*, observe Jean-Pierre Saez. *Mais les études d'impact économique ont toutefois tendance à enjoliver la réalité.* » Elles sont généralement fondées sur la notion de multiplicateur : pour un euro dépensé par les organisateurs, une somme bien plus importante serait injectée dans l'économie locale, à travers les dépenses directes des visiteurs pour accéder à la manifestation culturelle, leurs dépenses indirectes dans l'hôtellerie et la restauration, et éventuellement les dépenses induites qui profitent aux entreprises locales hors secteur touristique.

En réalité, « *l'effet multiplicateur d'un festival va rarement au-delà de 1,05 à 1,3* », rapporte Françoise Benhamou. Il faut dire que « *les villes festivalières se transforment souvent en véritables déserts culturels une fois le festival achevé,*

Le Guggenheim de Bilbao : derrière le musée, l'usine

et les emplois générés sont essentiellement saisonniers », ajoute-t-elle. Sans compter que « le plus souvent, l'essentiel de la main-d'œuvre vient d'ailleurs, des grands centres urbains, où le marché de l'emploi artistique est le plus développé », précise Xavier Greffe. Les retombées économiques sont alors très limitées pour les territoires organisateurs. Quand elles ne sont pas franchement négatives : gonflement des prix et des salaires au détriment des consommateurs et des producteurs locaux, atteintes à l'environnement, etc.

470 000 personnes, soit 2 % de la population active occupée, seraient employées dans le secteur culturel

Pour autant, « les retombées sont très positives dès lors que les activités s'installent dans la durée et que la production fait appel à des compétences locales », souligne Xavier Greffe. C'est le cas par exemple du salon de la BD d'Angoulême ou des rencontres de la photographie à Arles ; au-delà des quelques jours de festival, ils ont donné naissance à des lieux d'expositions permanents, à des formations et au développement de métiers d'art.

Les districts culturels

La culture, génératrice d'emplois ? 470 000 personnes, soit 2 % environ de la population active occupée, seraient employées dans le secteur culturel, selon l'enquête emploi de l'Insee. Ce secteur comprend les activités artistiques traditionnelles (plutôt en baisse), la conservation du patrimoine, l'architecture et surtout les industries culturelles comme l'audiovisuel (en légère croissance). En revanche, il n'inclut pas les métiers d'art, ni les industries de la créativité, toute cette frange d'activités « qui associe valeur esthétique et fonction utilitaire, comme le design, la mode ou la publicité », note Xavier Greffe, qui constate que « les entreprises non culturelles font une utilisation croissante des compétences culturelles. Ainsi le design est considéré en Allemagne, en Italie ou au Japon, à la différence de la France, comme un facteur majeur de compétitivité des économies ».

Or ces activités profitent de l'ancrage dans un territoire spécifique, pourvu de ses traditions propres (comme la porcelaine à Limoges), mais aussi de

la proximité d'autres producteurs, ce qui permet de multiplier les échanges de savoir-faire, de matériaux, d'équipements, de main-d'œuvre et de créer des réseaux spécifiques de commercialisation. Certaines collectivités perçoivent les bénéfices que leur territoire peut retirer de la mise en place de tels « districts culturels ». C'est la logique à l'œuvre par exemple derrière le projet de Cité du design à Saint-Etienne, qui s'efforce de perpétuer la tradition d'innovation qui fut autrefois celle de Manufrance, en installant dans ses murs tout un pôle alliant expositions et formations autour du design. Dans la même veine, le quartier des modes de Roubaix cherche à revivifier la tradition textile de la ville.

De tels projets allient toutes les dimensions qui peuvent faire de la culture un ferment de développement au sens large : ils améliorent le cadre de vie, en restaurant un patrimoine tombé en désuétude, comme à Roubaix, où les ma-



Office du tourisme espagnol

Le musée Guggenheim de Bilbao est devenu le symbole de la « renaissance basque »

Guggenheim. Il a cependant été rapidement rentabilisé par un afflux inespéré de visiteurs : 1,37 million s'y sont pressés dès la première année, soit trois fois plus

que le nombre attendu, et la fréquentation se maintient depuis au-dessus du million annuel, transformant Bilbao en destination touristique.

Mais ce ne sont ni les emplois du tourisme ni ceux des industries culturelles qui expliquent que le taux de chômage de la province soit passé de plus de 20 % au milieu des années 90 à 4 % en 2007. La renaissance basque est avant tout le fruit d'une politique de relance industrielle volontariste, qui a su valoriser les savoir-faire locaux dans le domaine de la sidérurgie ou de la mécanique à un moment où la demande mondiale explosait. ■

nufactures ont été transformées en écoles supérieures techniques et où l'ancienne piscine est devenue un magnifique musée. Ce faisant, ils contribuent à modifier l'image des villes et à revaloriser ceux qui y vivent. Ils attirent, enfin, des flux touristiques tout en produisant de nouvelles compétences sur le territoire. L'environnement, le social, l'économique : « la culture est bien un élément du développement durable des territoires », selon Jean-Pierre Saez. Mais pas une solution miracle. ■

Sandra Moatti

POUR EN SAVOIR PLUS

« Les dépenses culturelles des collectivités locales en 2002 », Notes statistiques du DEPS, juillet 2006.

La culture et le développement, par Xavier Greffe, OCDE, 2006.

« L'action culturelle diffuse, instrument de développement des territoires », rapport parlementaire, Assemblée nationale, 2006.

Les dérèglements de l'exception culturelle, par Françoise Benhamou, éd. du Seuil, 2006.